

Considérant que l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme est entrée en vigueur le 1er juillet 1992;

Considérant que ladite ordonnance ouvre les voies de recours contre les décisions prises en matière de certificats d'urbanisme;

Considérant que le présent arrêté, qui a pour objet de dispenser l'Exécutif de se réunir pour assurer l'audition des parties visées aux articles 135 et 150 de ladite ordonnance, doit être pris sans tarder afin de répondre à des recours actuellement pendants;

Considérant que la demande des parties à être entendues peut actuellement intervenir à tout moment au cours du délai imparti à l'Exécutif pour rendre sa décision et la notifier;

Considérant que l'Exécutif, compte tenu du délai de ses réunions, pourrait ne plus être en mesure d'auditionner les parties dans le cadre desdits recours;

Considérant en particulier que l'Exécutif ne se réunira pas entre le 24 décembre 1992 et le 14 janvier 1993 et qu'il convient d'assurer, le cas échéant, l'audition des parties avant le 14 janvier 1993;

Considérant que par ailleurs, dans l'hypothèse où l'Exécutif solliciterait dans le délai de trois jours l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, sur base de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il pourrait ne pas être à même de promulguer le présent arrêté en temps utile,

Arrête :

**Article 1er.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 107<sup>quater</sup> et 108<sup>ter</sup> de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 5, a) de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 1991 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes de l'Exécutif, est remplacé par le texte suivant :

« a) — les permis d'urbanisme, les permis de lotir et les certificats d'urbanisme, à l'exception des décisions sur les recours y relatifs;

— les auditions des parties dans le cadre desdits recours; ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 1992.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications  
et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

Overwegende dat de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw op 1 juli 1992 in werking is getreden.

Overwegende dat voornoemde ordonnantie de weg opent voor beroepen tegen de beslissingen genomen inzake stedenbouwkundige attesten;

Overwegende dat dit besluit, dat tot doel heeft de Executieve vrij te stellen om te vergaderen ten einde de in artikelen 135 en 150 van voornoemde ordonnantie bedoelde partijen te horen, onverwijld dient te worden genomen met het oog op de behandeling van thans hangende beroepen;

Overwegende dat de aanvraag van de partijen om te worden gehoord thans op elk ogenblik kan gebeuren binnen de termijn waarover de Executieve beschikt om haar beslissing te nemen en te betekenen;

Overwegende dat de Executieve, rekening houdend met de timing van haar vergaderingen, niet meer in staat zou zijn om de partijen in het kader van voornoemde beroepen te horen;

Overwegende in het bijzonder dat de Executieve tussen 24 december 1992 en 14 januari 1993 niet meer zal vergaderen en dat het horen van de partijen, in voorkomend geval, vóór 14 januari 1993 dient te worden verzekerd;

Overwegende dat, indien de Executieve het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen de termijn van drie dagen zou vragen op basis van artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zij bovendien niet in staat zou zijn dit besluit te gepasten tijde af te kondigen,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt aangelegenheden bedoeld in artikelen 107<sup>quater</sup> en 108<sup>ter</sup> van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 5, a) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 4 juli 1991 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve wordt vervangen door de volgende tekst :

« a) — de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten, met uitzondering van de beslissingen over de desbetreffende beroepen;

— het horen van de partijen in het kader van voornoemde beroepen; ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 december 1992.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met de Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer  
en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

F. 93 — 1317

**1<sup>er</sup> AVRIL 1993.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, déterminant les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

N. 93 — 1317

**1 APRIL 1993.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling van delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar en adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 5;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, notamment l'article 6;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 1992 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de déterminer les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Secrétaire d'Etat chargé de l'enlèvement et du traitement des immondices, de la recherche scientifique non économique et de l'aménagement du territoire,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1<sup>o</sup> par Ministre : le membre de l'Exécutif ou le Secrétaire d'Etat régional exerçant le pouvoir de gestion de l'Agence régionale pour la Propreté;

2<sup>o</sup> par Agence : l'Agence régionale pour la Propreté.

#### I. Fonctionnement

**Art. 2.** Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint assurent la gestion journalière de l'Agence, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Il leur est accordé délégation générale de signatures pour tous les actes relevant de cette gestion journalière.

**Art. 3.** Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint prennent conjointement les décisions et les engagements utiles à la réalisation des missions dévolues à l'Agence ainsi qu'à sa gestion financière.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'art. 3, le fonctionnaire dirigeant est compétent :

1<sup>o</sup> pour exécuter le budget de l'Agence, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur;

2<sup>o</sup> pour prendre les mesures utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

§ 2. Par dérogation à l'article 3, le fonctionnaire dirigeant adjoint est compétent :

1<sup>o</sup> pour conclure les contrats d'abonnements commerciaux dont le montant ne dépasse pas F 5 000 000;

2<sup>o</sup> pour représenter l'Agence dans les actions judiciaires exercées tant en demandant qu'en défendant;

3<sup>o</sup> pour prendre les mesures utiles en matière d'assurances incombant à l'Agence ainsi qu'en matière de recouvrement des créances de l'Agence.

§ 3. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint se tiennent régulièrement informés des actes qu'ils accomplissent en vertu des pouvoirs qui leur sont respectivement délégués par le présent article.

**Art. 5.** En cas d'urgence ou d'absence de plus de huit jours, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint se remplacent mutuellement dans l'exercice de leurs fonctions.

**Art. 6.** A condition d'en informer préalablement le Ministre, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint peuvent déléguer, dans les limites et aux conditions qu'ils déterminent conjointement, certains des pouvoirs dont ils sont investis en vertu des articles 2, 3 et 4.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint organisent conjointement les missions à l'étranger des membres du personnel, après accord du Ministre.

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 februari 1992 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid-

Overwegende dat de delegaties van bevoegdheden van de leidend ambtenaar en van de adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid moeten worden vastgelegd;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter en van de Staatssecretaris belast met de ophefing en de verwerking van huisvuil, het niet-economisch wetenschappelijk onderzoek en de ruimtelijke ordening,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1<sup>o</sup> de Minister : het lid van de Executieve of de Gewestelijke Staatssecretaris die de beheersbevoegdheid van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid uitoefent;

2<sup>o</sup> Agentschap : het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

#### I. Werking

**Art. 2.** De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar staan in voor het dagelijks beheer van het Agentschap, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Er wordt hen algemene delegatie van ondertekening toegekend voor alle handelingen die tot dit dagelijks beheer behoren.

**Art. 3.** De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar nemen gezamenlijk de beslissingen en gaan de verbintenissen aan die nodig zijn voor de uitvoering van de aan het Agentschap toevertrouwde opdrachten, inbegrepen wat het financieel beleid betreft.

**Art. 4. § 1.** In afwijking van art. 3 is de leidend ambtenaar bevoegd om :

1<sup>o</sup> de begroting van het Agentschap uit te voeren overeenkomstig de vigerende wettelijke en reglementaire bepalingen;

2<sup>o</sup> maatregelen te nemen die nodig zijn voor de goede werking van het Agentschap.

§ 2. In afwijking van artikel 3 is de adjunct-leidend ambtenaar bevoegd om :

1<sup>o</sup> de overeenkomsten voor commerciële abonnementen te sluiten waarvan het bedrag niet meer dan F 5 000 000 bedraagt;

2<sup>o</sup> het Agentschap te vertegenwoordigen in de uitgevoerde rechtsvorderingen als verzoeker zowel als gedaagde;

3<sup>o</sup> alle nodige maatregelen te treffen inzake verzekering waarvoor het Agentschap verantwoordelijk is en ook inzake het innen van de vorderingen van het Agentschap.

§ 3. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar houden elkaar geregeld op de hoogte van de handelingen die zij verrichten krachtens de bevoegdheden die hen bij dit artikel respectievelijk zijn toegekend.

**Art. 5.** In dringende gevallen of ingeval van afwezigheid van meer dan acht dagen, vervangen de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar elkaar in de uitoefening van hun functies.

**Art. 6.** De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar kunnen, indien ze de Minister erover inlichten en binnen de grenzen en onder de voorwaarden die ze samen bepalen, sommige van de hun in de artikelen 2, 3 en 4 toegekende bevoegdheden delegeren.

**Art. 7. § 1.** De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar regelen samen de opdrachten in het buitenland van de personeelsleden, na akkoord van de Minister.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'autorisation préalable du Ministre n'est pas requise pour les missions à l'étranger dont la durée n'excède pas deux jours.

## II. Marchés publics

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits disponibles, et sans préjudice de l'application des dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, les pouvoirs d'arrêter le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu — y compris en prenant les décisions prévues par les articles 3, § 2, 6, 7 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics des travaux de fournitures et de services — de choisir le mode de passation, d'engager la procédure d'attribution, de conclure et d'exécuter les marchés de travaux, de fournitures et de services sont délégués :

1<sup>o</sup> au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint, agissant conjointement, pour les marchés dont le montant ne dépasse pas, hors taxe sur la valeur ajoutée :

F 30 000 000, en cas d'adjudication publique ou d'appel d'offres général;

F 15 000 000, en cas d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint;

2<sup>o</sup> au fonctionnaire dirigeant pour les marchés dont le montant ne dépasse pas, hors taxe sur la valeur ajoutée :

F 10 000 000 en cas d'adjudication publique ou restreinte et d'appel d'offres général ou restreint;

F 3 000 000, en cas de procédure de gré à gré.

§ 2. Les délégations de pouvoir prévues au § 1<sup>er</sup> sont valables pour autant que l'objet de la dépense ait été autorisé par l'Exécutif ou le Ministre, soit par l'approbation d'un programme incluant cet objet, soit par une décision particulière à cet objet, ou que la dépense figure nominativement au budget de l'Agence. Cette autorisation n'est pas requise pour les dépenses courantes de service ou pour les dépenses dont le montant estimé ne dépasse pas F 1 250 000.

§ 3. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont également habilités à approuver, dans le cadre de l'exécution normale du marché conclu et dans les limites de la réalisation de l'objet initialement visé, les factures et les déclarations de créance relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs prévues au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 9.** Après la conclusion du marché, dans des limites et les conditions précisées à l'article 8, l'autorité déléguée qui a attribué le marché est autorisée, pour autant que la valeur concernée ne dépasse pas 10 % du montant initial du marché, à déroger par décision motivée conformément à l'article 54 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, à l'application des clauses et conditions essentielles du marché, sans toutefois en changer l'objet, et à prendre notamment les décisions visées aux articles 17 et 42 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

**Art. 10.** A condition d'en informer préalablement le Ministre, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint peuvent déléguer conjointement, en limitant les pouvoirs correspondants, certains des pouvoirs qui leur sont octroyés par l'article 8.

## III. Personnel

**Art. 11.** Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont compétents, chacun pour leur rôle linguistique, pour recevoir la prestation de serment des agents des niveaux II, III et IV.

**Art. 12.** En conformité avec le statut administratif et pécuniaire applicable aux membres du personnel, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont compétents conjointement :

1<sup>o</sup> pour déclarer les vacances d'emploi aux niveaux II, III et IV en vue d'y pourvoir par promotion ou recrutement;

2<sup>o</sup> pour mettre les agents de niveaux II, III et IV en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

§ 2. In afwijking van § 1, is de voorafgaande toestemming van de Minister niet vereist voor de opdrachten in het buitenland die niet langer dan twee dagen duren.

## II. Overheidsopdrachten

**Art. 8. § 1.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, en onverminderd de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, worden de bevoegdheden die zijn toegekend om het bijzonder bestek of de vervangende documenten goed te keuren, — hierbij inbegrepen het nemen van de beslissingen vermeld in de artikelen 3, § 2, 6, 7 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten — om de wijze van toekenning te kiezen, de gunningsprocedures aan te vatten en de opdrachten voor werken, leveringen en diensten te sluiten en uit te voeren gedelegeerd :

1<sup>o</sup> aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, die gezamenlijk optreden, voor de opdrachten waarvan het bedrag, buiten toegevoegde waarde, niet hoger is dan :

F 30 000 000, voor een openbare aanbesteding of een algemene offerte-aanvraag;

F 15 000 000, voor een beperkte aanbesteding of een beperkte offerte-aanvraag;

2<sup>o</sup> aan de leidend ambtenaar voor de opdrachten waarvan het bedrag, buiten toegevoegde waarde, niet hoger is dan :

F 10 000 000 voor een openbare aanbesteding of voor een beperkte aanbesteding en voor een algemene of beperkte offerte-aanvraag;

F 3 000 000, voor de onderhandse opdrachten.

§ 2. De in § 1 bedoelde delegaties van bevoegdheden, zijn geldig voor zover het voorwerp van de uitgave goedgekeurd is door de Executieve of de Minister, hetzij door goedkeuring van een programma waarin dit voorwerp vervat zit, hetzij door een bijzondere beslissing betreffende dit voorwerp, of voor zover de uitgave in de begroting van het Agentschap op naam voorkomt. Deze goedkeuring is niet vereist voor de lopende dienstuitgaven of voor de uitgaven waarvan het geraamde bedrag niet hoger dan F 1 250 000 is.

§ 3. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn eveneens bevoegd om, in het kader van de normale uitvoering van de gesloten opdracht en binnen de grenzen van het oorspronkelijk bedoelde voorwerp, de rekeningen en de schuldverklaringen betreffende de opdrachten voor werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag de in § 1 bedoelde delegaties van bevoegdheden overschrijdt, goed te keuren.

**Art. 9. § 1.** Na de sluiting van de opdracht binnen de grenzen en onder de voorwaarden vermeld in artikel 8 is de gedelegeerde overheid die de opdracht heeft toegekend gemachtigd om, overeenkomstig artikel 54 van het koninklijk besluit van 23 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen, diensten, met een met redenen omklede beslissing af te wijken van de toepassing van de essentiële bedingen en voorwaarden van de opdracht, zonder echter het voorwerp ervan te wijzigen, en om, onder meer de beslissingen te nemen bedoeld in de artikelen 17 en 42 van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 voor het opstellen van het algemeen bestek van de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, voor zover de betrokken waarde slechts ten hoogste 10 % van het oorspronkelijk bedrag bedraagt.

**Art. 10.** Op voorwaarde dat de Minister ervan op voorhand wordt ingelicht, kunnen de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, mits ze de overeenstemmende bedragen beperken, sommige van de hen in artikel 8 toegekende bevoegdheden gezamenlijk delegeren.

## III. Personeel

**Art. 11.** De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn bevoegd, elk voor zijn eigen taalrol, om de eedaflegging van de personeelsleden van niveau II, III en IV te ontvangen.

**Art. 12.** Overeenkomstig het administratief en geldelijk statuut, toepasbaar op de personeelsleden, zijn de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar gezamenlijk bevoegd om :

1<sup>o</sup> de vacante betrekkingen in niveau II, III en IV bekend te maken om erin te voorzien door promotie of aanwerving;

2<sup>o</sup> de personeelsleden van niveau II, III en IV in beschikbaarheid te stellen door terugneming van werk in het belang van de dienst;

3° pour placer les agents en disponibilité pour convenance personnelle ou mission spéciale;

4° pour engager, dans le cadre des autorisations de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, et pour licencier le personnel contractuel ainsi que pour prendre les décisions portant engagement des agents et ouvriers temporaires des niveaux II, III et IV.

Art. 13. § 1<sup>er</sup>. En conformité avec le statut administratif et pécuniaire applicable aux membres du personnel, le fonctionnaire dirigeant est compétent :

1° pour prendre les décisions portant nomination, promotion et changement de grade des agents et ouvriers stagiaires et définitifs des niveaux II, III et IV;

2° pour prendre les décisions portant fixation de traitement des agents et ouvriers des niveaux I, II, III et IV;

3° pour prendre les décisions en matière d'affectation de service et de mutation des agents des niveaux I, II, III et IV, après avis du fonctionnaire dirigeant adjoint pour ce qui concerne le personnel d'encadrement.

§ 2. En conformité avec le statut administratif et pécuniaire applicable aux membres du personnel, le fonctionnaire dirigeant adjoint est compétent :

1° pour prendre les décisions portant admission au stage des agents de niveaux I, II, III et IV;

2° pour prendre les décisions portant acceptation de la démission volontaire ou la mise en retraite normale des agents définitifs ou temporaires de niveaux II, III et IV;

3° pour établir la proposition requise pour la nomination, le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur pour les agents des niveaux II, III et IV;

4° pour constater la disponibilité de plein droit pour maladie ou infirmité des agents de niveaux I, II, III et IV, et fixer le traitement d'attente à leur octroyer;

5° pour accorder aux membres du personnel de niveau I — à l'exception de ceux appartenant au rang 15 lesquels relèvent du fonctionnaire dirigeant — et des niveaux II, III et IV, les congés de toute nature dont ils peuvent bénéficier, et pour prendre en cette matière les décisions réglementairement prévues.

Art. 14. A condition d'en informer préalablement le Ministre, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint peuvent déléguer, de commun accord, certaines des attributions qui leur sont respectivement conférées par les articles 12 et 13.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Secrétaire d'Etat ayant l'enlèvement et le traitement des immondices dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat,  
R. HOTYAT

3° de personeelsleden in beschikbaarheid te stellen om persoonlijke redenen of bijzondere opdracht;

4° het contractueel personeel aan te werven in het kader van de machtigingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en het te ontslaan en om de beslissingen te nemen voor de aanwerving van de tijdelijke personeelsleden en arbeiders van niveau II, III en IV.

Art. 13. § 1. Overeenkomstig het administratief en geldelijk statuut, toepasbaar op de personeelsleden, is de leidend ambtenaar bevoegd om :

1° de beslissingen te nemen voor de benoeming, promotie en wijziging van graad van de stagedoende en vastbenoemde personeelsleden en arbeiders van niveau II, III en IV;

2° de beslissingen te nemen tot vaststelling van de wedde van de personeelsleden en arbeiders van niveau I, II, III en IV;

3° de beslissingen te nemen inzake indeling bij een dienst en overplaatsing van niveau I, II, III en IV, na advies van de adjunct-leidend ambtenaar voor wat het begeleidingspersoneel betreft.

§ 2. Overeenkomstig het administratief en geldelijk statuut, toepasbaar op het personeel, is de adjunct-leidend ambtenaar bevoegd om :

1° de beslissingen te nemen betreffende de toelating tot de stage van personeelsleden van niveau I, II, III en IV;

2° de beslissingen te nemen betreffende de aanvaarding van vrijwillig ontslag of normale oppensioenstelling van vastbenoemde of tijdelijke personeelsleden van niveau II, III en IV;

3° het vereiste voorstel op te stellen voor de benoeming, de verandering van graad of de promotie door verhoging in graad of door overgang naar een hoger niveau voor de personeelsleden van niveau II, III en IV;

4° de beschikbaarheid van rechtswege wegens ziekte of invaliditeit van de personeelsleden van niveau I, II, III en IV vast te stellen en om het hun toe te kennen wachtgeld vast te leggen;

5° aan de personeelsleden van niveau I — met uitzondering van zij die tot rang 15 behoren, die onder de bevoegdheid van de leidend ambtenaar vallen — en van niveau II, III en IV de verloven van alle aard waarop ze recht hebben, toe te kennen, en om ter zake de krachtens het reglement voorziene beslissingen te nemen.

Art. 14. Op voorwaarde dat de Minister er op voorhand van wordt ingelicht, kunnen de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, na gezamenlijk akkoord, sommige van de bevoegdheden die hun respectievelijk bij de artikelen 12 en 13 zijn toevertrouwd, delegeren.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. De Staatssecretaris bevoegd voor ophaling en verwerking van afval is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 april 1993.

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PIQUE

De Staatssecretaris,  
R. HOTYAT

F 93 — 1318

[C — 31129]

1<sup>er</sup> AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale réglant le transfert du personnel de l'Agglomération de Bruxelles aux services de l'Exécutif et certains organismes d'intérêt public

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 5 et 56;

Vu le protocole du 24 janvier 1992 du Comité de secteur XV et du Comité Particulier de négociation de l'Agglomération bruxelloise, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

N. 93 — 1318

[C — 31129]

1 APRIL 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot regeling van de overgang van het agglomeratiepersoneel van Brussel naar de diensten van de Executieve en sommige instellingen van openbaar nut

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid artikelen 5 en 56;

Gelet op het protocol van 24 januari 1992 van Sectorcomité XV en van het Bijzonder Onderhandelingscomité van de Brusselse Agglomeratie, die samen zitting houden;

Gelet op het advies van de Raad van State;